

Unité bidépartementale de la Charente  
et de la Vienne

Poitiers, le 23 septembre 2025

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 6 juin 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Lavausseau Énergies**

213 cours Victor Hugo  
33130 Bègles

Références : 2025 1162 UbD16-86 Env86  
Code AIOT : 0003100120

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 6 juin 2025 du chantier du parc éolien de société Lavausseau Énergies, implanté D21/D3 86470 Boivre-La-Vallée. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Lavausseau Énergies
- D21/D3 86470 Boivre-la-Vallée
- Code AIOT : 0003100120
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SARL Lavausseau Énergies a été autorisée par arrêté préfectoral du 20 juin 2018 à exploiter sur la commune de Boivre-la-Vallée un parc de 5 éoliennes de 3,6 MW et de 180 m de haut en bout de pale. Cet arrêté a par la suite été modifié par :

- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 246 en date du 25 août 2020 a ramené la puissance unitaire des machines à 3 MW et mis à jour le montant des garanties financières en conséquence ;

- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2021-DCPPAT/BE-153 en date du 21 juillet 2021 a acté le déplacement des éoliennes E3 et E4, ainsi que la modification de plusieurs chemins d'accès, virages et plateformes ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2018-DCPPAT/BE-089 en date du 10 septembre 2024, ayant porté la puissance unitaire des machines à 3,78 MW, mis à jour les garanties financières en conséquence et acté la modification de plusieurs chemins d'accès, virages et plateformes.

La présente inspection a été réalisée inopinément. Le jour de celle-ci, seule l'entreprise Spie Batignolles était sur le site afin de procéder à des travaux de terrassement au niveau de la future éolienne E5.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Protection du paysage	Arrêté préfectoral du 20 juin 2018, article 3-II modifié	Demande d'action corrective	2 mois
3	Mesures spécifiques liées à la phase travaux (complétées)	Arrêté préfectoral du 20 juin 2018, article 4 du titre II modifié	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Mesures spécifiques liées à la phase travaux (initiales)	Arrêté préfectoral du 20 juin 2018, article 4 du titre II modifié

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra justifier des différences relevées entre les travaux prévisionnels et les aménagements constatés sur place au niveau du chantier de E1. Les replantations des haies, qui auraient dû être réalisées avant le démarrage du chantier, devront l'être durant l'hiver 2025/2026.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Protection du paysage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 20 juin 2018, article 3-II modifié
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions particulières
<b>Prescription contrôlée :</b> « Les accès aux éoliennes sont réalisés en renforçant les chemins existants ou en créant de nouvelles voies, sans défrichement ni abattage des haies existantes, excepté lorsqu'il est nécessité par les besoins du chantier Ces coupes exceptionnelles sont décrites dans l'alinéa ci-après. L'exploitant replante, au plus tard à l'automne 2024, des haies arbustives et arborées d'un linéaire correspondant au double du linéaire de haies et autres alignements d'arbres détruit, tels que localisés dans le porter à connaissance de juin 2024 et ci-après énumérés : <ul style="list-style-type: none"><li>accès à l'éolienne E1, le long de la route RD n°3 (80 ml de haies à abattre) et au droit de sa plateforme (80 ml de haies à abattre) ;</li><li>accès à l'éolienne E2 (540 ml de haies à abattre et 280 ml de haies à élaguer) ;</li><li>accès à l'éolienne E3 (55 ml de haies à émonder) ;</li><li>accès à l'éolienne E4 (150 ml de haies à abattre) ;</li></ul>

- création du chemin d'exploitation E4/E5 (20 ml de haies à arracher).

*Les haies et alignements d'arbres à planter sont réalisés en paillage et en utilisant des essences locales, excepté le frêne dont la plantation est proscrite, et sont implantés à plus de 250 m des mâts du parc exploité. Le linéaire des haies et alignements d'arbres à planter respecte les engagements de l'exploitant. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des justificatifs permettant d'attester que le linéaire planté est bien conforme à l'attendu y compris sur le référencement des essences d'arbres et de haies plantés.*

*La localisation précise des linéaires ainsi plantés est transmise au service de l'inspection des installations classées dès la réception des travaux de plantation.*

*L'exploitant entretient ces haies compensatoires pendant la durée d'exploitation du parc. Il peut déléguer cet entretien aux propriétaires et exploitants des parcelles concernées par les plantations. »*

#### **Constats :**

Le jour de l'inspection, il est relevé que les voiries ont été réalisées à l'aide de matériaux compactés. Concernant les voiries et haies/arbres à abattre, il est relevé que des travaux non prévus dans le dossier initial, dernièrement modifié par le porter-à-connaissance de juin 2024, ont été réalisés, puisqu'une deuxième voie d'accès a été réalisée pour accéder à E1, avec l'arrachage de haies le long de la RD3.

Par ailleurs, il est relevé que les haies qui devaient être abattues le long de la voirie d'accès à E2 telles que figurant dans le porter à connaissance de 2024 sont toujours en place.

Enfin, les replantations de haies telles que présentées dans le porter-à-connaissance susmentionné n'ont pas été réalisées :

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant justifiera des écarts relevés lors de l'inspection, et communiquera sous 2 mois un engagement ferme pour la replantation d'a minima 1 850 ml de haies (devis signé, etc.). Ces plantations devront être réalisées durant l'hiver 2025/2026.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 2 : Mesures spécifiques liées à la phase travaux (initiales)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 20 juin 2018, article 4 du titre II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions particulières
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« Un mois avant le début des travaux, l'exploitant communiquera à l'inspection un planning prévisionnel du chantier, cohérent avec les enjeux biologiques identifiés dans l'étude d'impact. Afin de respecter la période de reproduction et de nidification de l'avifaune et de la faune, les travaux de coupe et d'arrachage de haies ainsi que les travaux de terrassement ne doivent pas être réalisés entre le 1er avril et le 31 juillet. Si, dans des cas justifiés (intempéries, par exemple), ce planning ne peut pas être respecté, les dates de travaux peuvent être ajustées, après avis d'un écologue et validation par l'inspection. Cet ajustement est subordonné au respect de prescriptions, notamment en termes de suivi de chantier, adaptées aux enjeux biologiques identifiés dans l'étude d'impact et à l'avis de l'écologue. Les travaux sont réalisés uniquement en période diurne. Le chantier n'est pas éclairé la nuit. L'accès au parc est signalé de façon pérenne depuis les routes départementales. Chaque éolienne du parc est signalée par l'attribution d'un chiffre 1, 2, 3, 4, 5. et le plan d'implantation est tenu à disposition des services de secours. »</i>
<b>Constats :</b> Le planning des travaux a été transmis le 15 novembre 2024 pour un début de chantier prévu le 6 janvier 2025.  L'accès aux différents sites d'implantation des machines est signalé sur les RD3 et RD 21, via des panneaux sur lesquels sont inscrits le numéro des machines.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Mesures spécifiques liées à la phase travaux (complétées)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 20 juin 2018, article 4 du titre II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions particulières
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« Une visite de reconnaissance du site par un écologue a lieu avant le début des travaux afin de vérifier le maintien des enjeux en dehors des zones de chantier et de sensibiliser le personnel de chantier. Au moins un passage en cours de chantier a lieu afin d'évaluer l'impact réel des travaux et éventuellement de proposer des mesures afin de limiter les effets du chantier. Une visite de clôture de chantier est effectuée afin de vérifier le respect des préconisations de l'étude d'impact lors des travaux et de la mise en place des préconisations en phase d'exploitation. Il convient également de respecter les dispositions du présent article lors du chantier de démantèlement, au terme de l'exploitation du parc. Les mesures mises en œuvres dans le cadre des rejets du chantier et destinées d'une part à prévenir toutes pollutions des eaux superficielles et souterraines, et d'autre part à respecter la disposition 3D-2 du SDAGE Loire-Bretagne sont celles contenues dans le porter à connaissance de juin 2024. Le lavage des engins sur le chantier est interdit. En outre, les eaux utilisées pour l'application de bétons et ciments dans le cadre du chantier sont traitées sur le chantier de sorte à garantir que les fines et laitances de béton soient intégralement récupérées ; l'exploitant tient à la disposition de l'inspection, les éléments justifiant a posteriori du chantier de la mise en place de systèmes de récupération de l'ensemble des fines et laitances de béton durant le chantier et il est en mesure de justifier les exutoires où ont été envoyés ces déchets (les filières de traitement doivent être dûment autorisées à cet effet). »</i>

**Constats :**

Le jour de l'inspection, il n'est pas constaté de traces relatives à d'éventuels lavages d'engins sur le site.

Il est relevé que des forages avec injection de ciment sont réalisés préalablement aux fondations, opération non décrite dans le dossier de demande d'autorisation.

L'inspection a été alertée début juin de la présence d'un nid de busards cendré à proximité directe du parc éolien, à moins de 300 m de l'éolienne E1. D'après les informations dont dispose l'inspection, le nid aurait été abandonné par le couple suite à des intempéries, qui auraient couché les cultures sur celui-ci.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra :

- le rapport relatif à la visite de reconnaissance de l'écologue, ainsi que les rapports des éventuelles visites réalisées durant le chantier ;
- les éléments justifiant de la mise en place de systèmes de récupération de l'ensemble des fines et laitances ainsi que les documents relatifs aux exutoires où ont été envoyés ces déchets ;
- les éléments permettant de justifier de l'absence d'impact des injections ciment réalisées préalablement au coulage des fondations au regard de l'implantation du projet sur les périmètres de protection éloignés liés aux captages AEP « Fleury-forage »/« Fleury-source » sur la commune de Boivre-la-Vallée et « Jallières »/« Forêt » sur la commune de Curzay-sur-Vonne.

En outre, l'exploitant explicitera les éventuelles mesures prises suite à la découverte du nid de Busards cendrés à proximité directe du chantier de l'éolienne E1.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours